

ÉTATS-UNIS

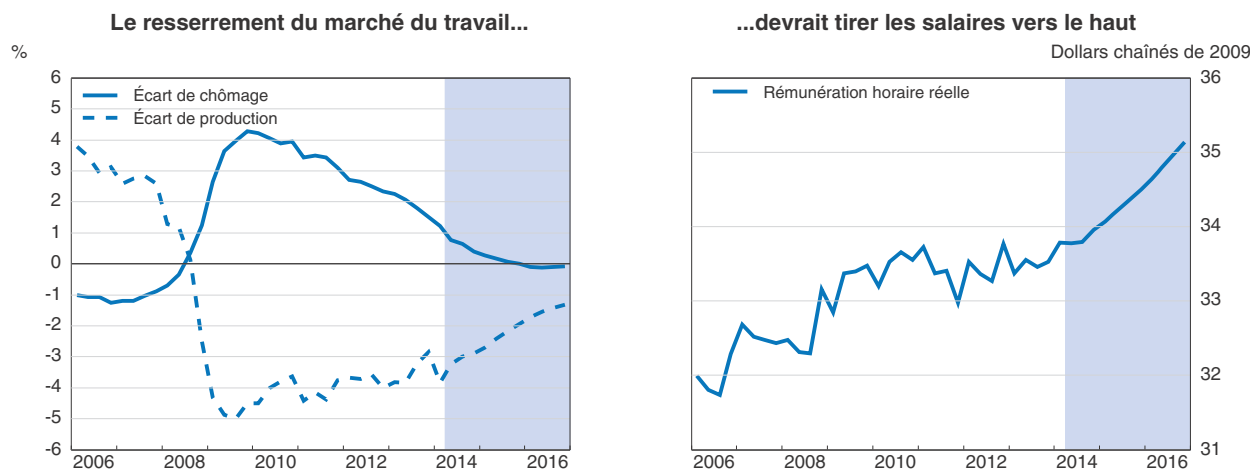
La croissance de l'économie américaine devrait se poursuivre à un rythme régulier en 2015 et 2016. De fortes hausses de l'emploi privé continueront de faire baisser le taux de chômage, même si des poches de sous-emploi persisteront quelque temps. La demande devrait connaître une certaine accélération, portée par les conditions monétaires et les marchés d'exportation, à mesure que l'effet de freinage exercé par l'assainissement budgétaire se dissipera et que l'accroissement du patrimoine net des ménages donnera un nouvel élan aux dépenses privées.

La politique monétaire reste très accommodante, mais à mesure que le sous-emploi de la main-d'œuvre diminuera, cette politique devra être démantelée prudemment afin de garder les tensions inflationnistes sous contrôle. Le programme d'achats massifs d'actifs de la Réserve fédérale a pris fin en octobre et les taux directeurs devraient commencer à se redresser à la mi-2015. Le déficit budgétaire fédéral s'est considérablement résorbé, sous l'effet d'améliorations conjoncturelles, de mesures d'assainissement et d'autres facteurs, et cette tendance devrait se poursuivre dans une certaine mesure en 2015 et 2016. La politique budgétaire devrait cibler les pressions à plus long terme induites par les dépenses de santé et les pensions de retraite. Il faudrait aussi faciliter les dépenses d'infrastructure, en veillant notamment à leur assurer des sources de financement stables.

La reprise économique se poursuit

La production a renoué avec une trajectoire de croissance régulière, après avoir reculé au premier trimestre. D'après les données disponibles et les indicateurs précurseurs, les États-Unis devraient connaître au second semestre une croissance correspondant à la réduction progressive des capacités de production et des ressources de main-d'œuvre inutilisées. L'activité devrait être stimulée par une politique monétaire toujours accommodante, la réduction de l'effet de freinage exercé par l'assainissement budgétaire et l'expansion des marchés d'exportation. La consommation privée bénéficiera de nouveaux gains d'emploi. Le patrimoine net des ménages s'est étoffé ces dernières années, grâce à l'augmentation des prix des actifs et au désendettement. Même s'il faut

États-Unis



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 96.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933172172>

États-Unis : **Emploi, revenu et inflation**

Pourcentages de variation

	2012	2013	2014	2015	2016
Emploi ¹	1.6	1.4	1.7	1.6	1.1
Taux de chômage ²	8.1	7.4	6.2	5.6	5.3
Rémunération par salarié ³	2.4	1.1	2.7	2.6	3.5
Productivité du travail	0.7	0.8	0.5	1.5	1.9
Coûts unitaires de main-d'œuvre	1.7	0.5	2.4	1.1	1.4
Déflateur du PIB	1.8	1.5	1.5	1.7	1.9
Indice des prix à la consommation	2.1	1.5	1.7	1.4	2.0
Déflateur sous-jacent de la consommation privée ⁴	1.8	1.3	1.4	1.5	1.7
Déflateur de la consommation privée ⁵	1.8	1.2	1.4	1.2	1.7
Revenu disponible réel des ménages	3.0	-0.2	2.6	2.9	3.1

1. Basé sur l'enquête conduite par le Bureau of Labor Statistics (BLS) auprès des entreprises.
2. En pourcentage de la population active, basé sur l'enquête conduite par le BLS auprès des ménages.
3. Pour l'ensemble de l'économie.
4. Indice des prix liés aux dépenses de consommation des ménages hors alimentation et énergie.
5. Déflateur des dépenses de consommation des ménages.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 96.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933172833>

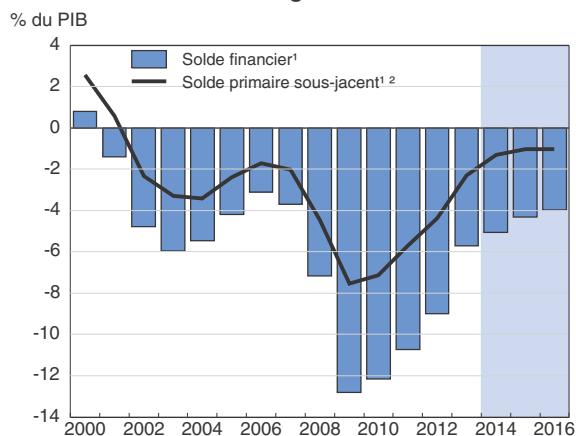
du temps pour que les effets positifs de ces évolutions se fassent sentir sur la demande, l'augmentation du patrimoine devrait contribuer à de nouvelles hausses des dépenses de consommation et au dynamisme de la construction résidentielle.

Le marché du travail continue à se renforcer

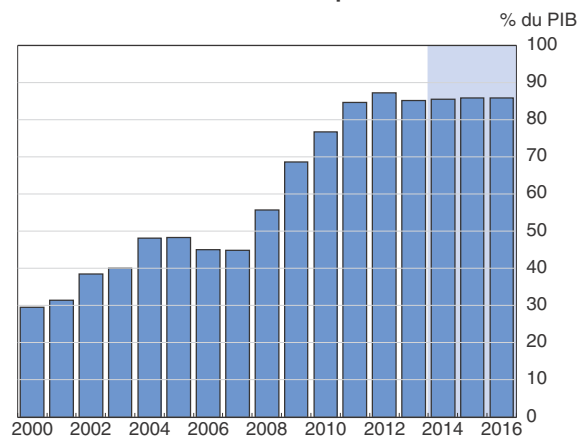
Grâce à la progression constante de l'emploi, le taux de chômage est passé d'un pic de près de 10 % fin 2009 à 5.8 % en octobre 2014. Cependant, d'autres indicateurs signalent toujours l'existence de

États-Unis

Le déficit budgétaire s'est réduit...



...mais la dette reste importante³




1. Concerne les administrations publiques.

2. En pourcentage du PIB potentiel.

3. Dette nette en pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 96


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933172189>

États-Unis : Indicateurs financiers

	2012	2013	2014	2015	2016
Taux d'épargne nette des ménages ¹	7.2	4.9	5.2	4.9	4.6
Solde financier des administrations publiques ²	-9.0	-5.7	-5.1	-4.3	-4.0
Dette brute des administrations publiques ³	110.5	109.2	109.7	110.1	110.0
Balance des opérations courantes ²	-2.9	-2.4	-2.2	-1.7	-1.7
Taux d'intérêt à court terme ⁴	0.4	0.3	0.3	0.7	1.8
Taux d'intérêt à long terme ⁵	1.8	2.4	2.6	3.0	3.7

1. En pourcentage du revenu disponible.
2. En pourcentage du PIB.
3. En pourcentage du PIB, valeur au marché.
4. Euro-dollar à 3 mois.
5. Obligations d'État à 10 ans.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 96.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933172844>

ressources de main-d'œuvre inutilisées : la croissance des salaires a continué de stagner à des taux à peine suffisants pour compenser l'inflation, et la proportion d'actifs qui déclarent travailler à temps partiel pour des raisons économiques reste élevée. Le taux d'activité a chuté après la crise financière, et bien qu'il se soit stabilisé dernièrement, les travailleurs découragés devraient revenir sur le marché du travail à mesure que la reprise s'affermira. Avec la résorption du sous-emploi, les salaires réels devraient graduellement progresser pour atteindre des taux


États-Unis : Demande et production

	2013	2014	2015	2016	Quatrième trimestre		
					2014	2015	2016
	Prix courants milliards de \$	Pourcentages de variation annuelle, en volume (prix de 2009)					
PIB aux prix du marché	16 768.1	2.2	3.1	3.0	2.0	3.1	2.9
Consommation privée	11 484.4	2.3	2.9	2.8	2.1	3.1	2.6
Consommation publique	2 547.6	0.5	0.3	0.5	1.4	0.2	0.6
Formation brute de capital fixe	3 170.3	3.5	5.3	5.6	3.7	5.4	5.6
Secteur public	596.3	-3.0	0.3	0.5	-2.0	-0.1	0.7
Secteur privé : résidentiel	519.9	1.7	8.5	11.6	3.2	10.0	12.5
Secteur privé : autres	2 054.0	5.9	5.8	5.4	5.4	5.7	5.1
Demande intérieure finale	17 202.2	2.2	2.9	3.0	2.3	3.1	2.9
Variation des stocks ¹	74.1	0.0	0.0	0.0			
Demande intérieure totale	17 276.3	2.2	2.9	3.0	2.2	3.1	2.9
Exportations de biens et services	2 262.2	3.3	5.7	5.6	2.7	5.7	5.5
Importations de biens et services	2 770.4	3.5	4.4	5.3	3.9	5.1	5.4
Exportations nettes ¹	- 508.2	-0.1	0.0	-0.1			

Note : Des prévisions trimestrielles détaillées sont disponibles dans l'annexe statistique pour les sept pays principaux, la zone euro et l'ensemble de l'OCDE.

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 96.


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933172853>

États-Unis : Indicateurs extérieurs

	2012	2013	2014	2015	2016
Milliards de \$					
Exportations de biens et services	2 194.2	2 262.2	2 348.0	2 496	2 648
Importations de biens et services	2 762.5	2 770.4	2 868.0	2 959	3 129
Balance commerciale	- 568.3	- 508.2	- 520.0	- 464	- 481
Solde des invisibles	107.6	107.9	141.1	152	164
Balance des opérations courantes	- 460.8	- 400.3	- 379.0	- 312	- 317
Pourcentages de variation					
Exportations de biens et services en volume	3.3	3.0	3.3	5.7	5.6
Importations de biens et services en volume	2.3	1.1	3.5	4.4	5.3
Résultats à l'exportation ¹	- 0.6	- 0.3	0.5	1.3	0.2
Termes de l'échange	0.4	0.9	0.5	1.7	0.0

1. Ratio du volume des exportations sur le marché correspondant pour le total des biens et services.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 96.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933172862>

plus conformes à la croissance de la productivité, ce qui favorisera l'accélération de la demande globale.

Le démantèlement progressif de la politique monétaire accommodante est en cours

La Réserve fédérale a mis un terme à son programme de rachats massifs d'actifs en octobre. Dans ce scénario, le taux directeur devrait repartir à la hausse à la mi-2015. Même dans ces conditions, l'orientation de la politique monétaire devrait rester accommodante pendant toute la période de projection, ce qui est judicieux dans un contexte d'inflation toujours faible, d'anticipations d'inflation bien ancrées, de progression contenue des salaires et de lenteur des progrès vers le retour au plein emploi.

L'effet de freinage exercé par la politique budgétaire sur la croissance s'atténue

L'effet global de freinage exercé par l'assainissement des finances publiques, mesuré par les variations du solde primaire sous-jacent, devrait diminuer pour passer d'environ 1 % du PIB en 2014 à ¼ pour cent en 2015, puis devenir neutre en 2016. Le déficit des administrations publiques devrait diminuer quelque peu, passant de 5 % en 2014 à 4.0 % en 2016, ce qui devrait suffire pour stabiliser le rapport de la dette publique brute au PIB. Toutefois, selon les projections du *Congressional Budget Office*, des tensions sur les dépenses devraient réapparaître après 2016, et il faudrait donc élaborer en priorité une stratégie à moyen terme pour faire face aux conséquences budgétaires de ces tensions sans menacer la reprise fragile.

Les risques demeurent importants

L'accélération de la demande globale, des prix à la consommation et des salaires pourrait ne pas se produire, peut-être parce que les effets liés au patrimoine des ménages ne se répercuteront pas sur les dépenses à la consommation comme prévu. La normalisation de la politique monétaire aux États-Unis pourrait créer, sur les marchés de capitaux internationaux, des tensions qui se traduiraient par un ralentissement de la croissance dans le pays. Un recul du taux de chômage pourrait attiser les tensions

inflationnistes, auquel cas le resserrement de la politique monétaire devrait être plus vigoureux que prévu. Par ailleurs, la demande globale pourrait se redresser plus fortement qu'escompté si les ménages, confortés par l'amélioration de leur situation financière, augmentaient massivement leurs dépenses, ou si la demande jusqu'alors contenue d'investissements productifs devait être libérée.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2014 Issue 2

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2014-2-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2014), « États-Unis », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2014 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2014-2-45-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.